Le Conseil,

Vu le rapport du 14 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre des mesures de réaménagement de prêts accordées par la Caisse des dépôts et consignations, la société Logirel informe la Communauté urbaine qu'elle souhaite restructurer quatre prêts aux conditions suivantes :

contrat n° 0274659 :

- montant refinancé : 7 510 635,99 F,
- durée : 15 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 98,71 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Lyon à hauteur de 1,29 %.

contrat n° 0274643 :

- montant refinancé : 3 946 545,33 F,
- durée : 14 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 100 % par la communauté urbaine de Lyon.

contrat n° 0389821 :

- montant refinancé : 1 140 346,60 F,
- durée : 5 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 50 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Vénissieux à hauteur de 50 %.

contrat n° 0274662 :

- montant refinancé : 726 445,33 F,
- durée : 15 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 85,56 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Lyon à hauteur de 7,50 %.

Les prêts réglementés sont révisables en fonction de la variation du taux du livret A.

Il est précisé que le réaménagement proposé amènerait un gain financier en terme d'annuité de 3 598 223,66 F sur la base du taux réaménagé de 3,80 %.

La garantie de la Communauté urbaine est sollicitée pour ces quatre avenants et les garanties accordées à l'origine des prêts seraient abrogées ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite garantie d'emprunt ;

Vu la loi n° 96-142 en date du 21 février 1996 portant code général des collectivités territoriales, notamment sa deuxième partie (livre II - titre V - chapitre II - articles : L 2 252-1 à L 2 252-4) ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article 1er : La communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à la société LOGIREL qui souhaite, dans le cadre des mesures de réaménagement de prêts accordées par la Caisse des dépôts et consignations, restructurer quatre prêts aux conditions suivantes :

contrat n° 0274659 :

- montant refinancé : 7 510 635,99 F,
- durée : 15 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 98,71 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Lyon à hauteur de 1,29 %.

contrat n° 0274643 :

- montant refinancé : 3 946 545,33 F,
- durée : 14 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 100 % par la communauté urbaine de Lyon.

contrat n° 0389821 :

- montant refinancé : 1 140 346,60 F,
- durée : 5 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 50 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Vénissieux à hauteur de 50 %.

contrat n° 0274662 :

- montant refinancé : 726 445,33 F,
- durée : 15 ans,
- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- annuités progressives : 0,50 %.

Ce prêt est garanti à hauteur de 85,56 % par la communauté urbaine de Lyon et cogaranti par la ville de Lyon à hauteur de 7,50 %.

Les prêts réglemés sont révisables en fonction de la variation du taux du livret A.

Il est précisé que le réaménagement proposé amènerait un gain financier en terme d'annuité de 3 598 223,66 F sur la base du taux réaménagé de 3,80 %.

La garantie de la Communauté urbaine est sollicitée pour ces quatre avenants et les garanties accordées à l'origine des prêts seraient abrogées.

Les contrats devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la présente délibération ; dans le cas contraire, la garantie serait nulle et non avenue.

Au cas où la société LOGIREL, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre-missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : Le Conseil autorise monsieur le président de la Communauté à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la société LOGIREL et la Caisse des dépôts et consignations et à signer les conventions à intervenir avec ces organismes pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts sus-visés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la société LOGIREL.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,